

Burkina Faso: Projet Renforcement de la bonne gouvernance financière (PRBGF)

La traçabilité de la programmation et de l'exécution budgétaire sont améliorées.

Défit

Les programmes ambitieux de réforme budgétaire menés par le ministère burkinabè des finances au cours des dernières années rendent nécessaires le renforcement des acquis. L'introduction du budget-programme dans tous les ministères sectoriels et la planification d'activités visant à renforcer l'égalité des sexes et à promouvoir les droits de l'enfant dans leurs budgets annuels dans tous les (26) ministères constituent deux des résultats très probants enregistrés à ce jour.

Sans aucune intervention conséquente de la GIZ-PRBGF, partenaire/acteur majeur dans le processus des Réformes des Finances Publique, le Burkina Faso risque de persister dans les insuffisances dans la planification budgétaire, l'exécution budgétaire, ainsi que la gestion des liquidités dont la carence au niveau des interfaces dans le système du contrôle financier externe en est la conséquence.

C'est pour ces motifs pertinents que l'Eta Burkinabè par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) et des ministères sectoriels a fait appel à la BMZ/GIZ pour renforcer urgemment les capacités de ses Services clés pour relever ces différents défis. D'autres institutions telles que la Cour des comptes et l'Assemblée nationale de même que la société civile bénéficient également de l'appui apporté par le GIZ-PRBGF et continue jusqu'à ce jour.

L'approche

Dans le cadre de la planification des réformes, le gouvernement a entre autres prévu des mesures liées au renforcement des compétences relatives aux bases de prévision à moyen et à long terme, à l'intégration de thématiques transversales de base telles que le Genre et le Climat dans la planification budgétaire sans oublier l'amélioration de la gestion de la mise à disposition des fonds. Ainsi, les résultats attendus, en termes de développement, à moyenne et à longue échéance, pourraient être atteints.

Le projet promeut l'ancrage des processus de réforme budgétaire au sein des institutions burkinabè en charge des finances. Il s'agit notamment de prestations de conseil dans le cadre de la réforme budgétaire et l'adaptation des capacités organisationnelles, l'appui à la coopération régionale, la formation initiale et continue des experts nationaux ainsi que la sensibilisation des responsables politiques.

En outre, le projet contribue à la promotion d'une compréhension approfondie des mécanismes de transparence par l'opinion publique, notamment le renforcement des institutions en charge du contrôle externe (Cour des comptes, Assemblée nationale). Ces activités renforcent la confiance portée à la réforme des finances publiques.



Nom du programme	Renforcement de la Bonne Gouvernance Financière au Burkina Faso, phase III
Commettant	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Organisme d'exécution	Gesellschaft für International Zusammenarbeit (GIZ)
Zone d'intervention	Niveau national
Organisme de tutelle	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP)
Durée totale	01.08.2015 – 31.07.2021 01.08.2021 – 31.07.2024
Volume financier	2,5 Mio d'Euros



Photo à gauche : Formation des agents du MINEFID sur l'utilisation des outils de modération et de collaboration en ligne, avril 2021

Photo à droite : formation des agents de la DGTCP sur la Gestion Axée sur les résultats, mai 2022



Mertens Ngoy M'BAYO
Conseiller Technique Principal
mertens.mbayo@giz.de

Photo de gauche : Formation des planificateurs du Ministère en charge de la promotion du genre sur la BSGDE, avril 2022

Photo de droite : Matériels remis à la DGTCF pour la salle de formation, juillet 2021

Résultats atteints...

Les résultats clés sont suivants :

- Le passage du Budget Classique vers le Budget-Programme grâce à l'appui conséquent technique et financier de la GIZ. Et ceci depuis 2017 faisant ainsi du Burkina Faso le tout premier Pays de la Sous-Région à avoir basculé vers cette nouvelle réforme exigée par tous les partenaires internationaux ;
- A titre illustratif (i) deux modules de formation incluant 2300 participants dont 30% des participants étaient des femmes (ii) préparation de 11 décrets ministériels y relatifs, (iii) plusieurs documents d'orientation relatifs au Budget-Programme et au contrôle financier. Toutes ces réformes ont permis le basculement de tous les Ministères Sectoriels vers la gestion Budgétaire Sensible au Genre et aux Droits de l'Enfant.
- L'organisation de plus 10 ateliers pour les statistiques des finances publiques au niveau national à l'échelle de la gouvernance locale, aux sociétés d'État et aux fonds à vocation sociale. Plus de 300 collaborateurs du MINEFID qui ont pris part à ces ateliers de formation offrant ainsi à toutes les Directions Régionales d'en bénéficier. Ces activités ont abouti à la formation de plus de 500 agents des Etablissements Publics de l'Etat, ainsi qu'un Guide méthodologique sur la gestion de la trésorerie du BF...
- Appui au renforcement des capacités de 169 acteurs de prévision des dépenses du personnel de l'Etat.
- L'achat de 350 ordinateurs avec des licences Zoom et Microsoft et a organisé une formation à la communication en ligne et à la facilitation pour environ 350 employés du MINEFID à Ouagadougou et dans les régions.
- Sur les 350 ordinateurs, plus de la moitié sont allés aux régions, 40 ont servi à équiper deux salles de formation au Trésor et 15 ont été utilisés par l'équipe du Trésor qui produit les Tableaux Opérationnels Financiers d'Etat.
- Depuis 2021, pour ce qui est de la BSGDE, le projet a formé plus de 240 cadres Intersectoriels régionaux de dialogue sur le genre issu de 6 régions sur la BSGDE. Le projet a aussi accompagné la DGB dans la réalisation de plusieurs ateliers de formation sur la BSGDE au profit de plus 200 participants. Le projet a contribué à l'élaboration d'un guide BSGDE pour le niveau local et d'un canevas (outil pour rédaction des rapports BSGDE).
- Dans le cadre de l'amélioration des conditions de mise en œuvre des réformes de la comptabilité publique et des statistiques financières au

niveau local et national, près de 500 comptables des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) ont bénéficié d'une formation de 5 jours sur les nouveaux textes juridiques financières et comptables. Aussi les producteurs de TOFE-CT au niveau central et local ont reçu des renforcements de capacité. Également environ 70 agents de la DGTCF ont reçu une formation sur la GAR. Enfin la mise à la disposition de la DGTCF de matériels informatiques composés d'ordinateurs de bureau, d'ordinateurs portables, de scanners, d'imprimantes, d'onduleurs, de tablettes, de clés USB, de photocopieurs, de routeurs et de vidéo projecteurs

... résultats attendus

- Les questions sociales et environnementales sont prises en compte dans l'élaboration du budget des communes et des ministères sectoriels. Les conditions pour la mise en œuvre des réformes de la comptabilité publique et des statistiques financières aussi bien au niveau communal qu'au niveau national sont améliorées.
- Les conditions de mise en œuvre des réformes de la comptabilité publique et des statistiques financières au niveau local et national se sont améliorées.
- Les mécanismes internes et externes de contrôle de l'exécution budgétaire sont améliorés. Des achats pour le programme d'aide d'urgence Covid 19.
- 70 % des 10 chefs d'unité responsables des réformes et des donateurs engagés dans les finances publiques confirment que l'unité de service de la réforme (Service de Qualité, d'Innovation et de la Réforme (SQIR) à la Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique, DGTCF) remplit son mandat conformément au décret n° 2020-324, §23. Le rapport sur la planification budgétaire tenant compte de la dimension de genre et des droits de l'enfant dans les budgets sectoriels sont accessibles au public.
- Les conditions pour la mise en œuvre des réformes de la comptabilité publique et des statistiques financières aussi bien au niveau communal qu'au niveau national sont améliorées.
- D'ici 2026 au plus tard, les 370 collectivités locales prévoient dans leur budget annuel des activités visant à renforcer l'égalité des sexes et à promouvoir les droits de l'enfant.
- Un guide sur la gestion budgétaire sensible au climat est disponible.
- La cour des compte présente les résultats d'un audit de performance du programme d'aide d'urgence Covid 19 à la société civile et aux médias. Audit de performance des achats pour le programme d'aide d'urgence Covid 19.

Publié par la	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Siège de la Société à Bonn et Eschborn, Allemagne Renforcement de la Bonne Gouvernance Financière au Burkina Faso 01 BP1485 Ouagadougou, Burkina Faso T: +226 25 31 16 72 E: mertens.mbayo@giz.de
Responsable	Mertens Ngoy M'BAYO
Mise à jour	Aout 2022

En coopération avec	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	
Mandaté par	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement	
Adresses postales des deux sièges du BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn Allemagne T : +49 (0)228 99 535-0	BMZ Berlin 10963 Berlin Allemagne T : +49 (0)30 18 535-0
	poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de	